



Sommaire

page 1	Edito:	¡El pueblo unido, jamás será vencido!
page 2	Projet:	Nouvelle extension de projet de notre partenaire au Petén (Guatemala)
page 3	Projet:	Nicaragua: la FGC refuse le projet de soutien aux infirmier·ères de Matagalpa!
page 4	Analyse	La FGC prend position en soutien du peuple palestinien
page 5	Analyse:	Tchernobyl depuis 1986: 40 ans de désastre sanitaire
page 6	Brève:	Soirée du 26 mars: Boycott Teva-Mepha Gaza, le «syndrome de la tente humide»

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Viêtnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

¡El pueblo unido, jamás será vencido!

À peine avons-nous tourné la page de l'année 2025 que la réalité nous a rattrapé sans ménagement. Pour beaucoup — et en particulier pour nous, privilégié·es vivant en Europe — les politiques impérialistes des USA suscitent stupeur et inquiétude. Ailleurs, en Amérique latine, au Moyen-Orient ou en Afrique, elles prolongent une réalité bien connue, faite d'ingérences répétées, de sanctions, de conflits et de violations systématiques de droits pourtant proclamés universels.

Ouvrir les yeux face à cette réalité est indispensable. Mais cette prise de conscience doit surtout nourrir l'engagement. Défendre les droits fondamentaux, l'autodétermination des peuples, la dignité humaine et le droit de vivre dans un environnement sain exige une réponse collective, solidaire et durable. Il s'agit aussi de remettre en question un modèle économique et politique qui épouse les ressources, accroît les inégalités et empêche de rêver d'un monde différent.

C'est dans cet esprit que la CSSR agit depuis près de 90 ans. Avec vous, nous continuons à soutenir des projets portés par les communautés elles-mêmes, répondant à leurs besoins et favorisant l'accès à des soins de qualité pour toutes et tous. Nous menons également un travail de plaidoyer pour que le droit à la santé soit reconnu dans les pays du Sud.

Aujourd'hui nous avons besoin de vous: de nouvelles et nouveaux membres pour renforcer notre action collective, de soutiens financiers pour garantir la pérennité des projets, et de personnes engagées prêtes à porter nos valeurs de solidarité, de justice sociale et de coopération internationale.

Face à l'injustice et à la violence, l'unité reste notre force. Nous comptons sur vous!

Luisa Sanchez,
présidente de la CSSR

Nouvelle extension de projet de notre partenaire au Petén (Guatemala)

Depuis 2016, la CSSR soutient les communautés autochtones du département du Petén vivant dans les zones protégées de la Laguna del Tigre et de la Sierra del Lacandón dans leur lutte pour obtenir le droit de vivre sur ces terres.

par Timothée Binoth, chargé de projet

Bien que ne possédant pas de titres de propriété, la plupart des habitant·es de ces deux parcs nationaux étaient déjà installé·es avant que les autorités du pays, sur la base d'une loi relative aux zones protégées datant de 1989, commencent à faire pression sur les communautés pour qu'elles quittent les lieux, sous prétexte qu'elles usurpent ces terres. Pourtant, si plusieurs communautés ont déjà été expulsées au nom de la défense de l'environnement, cela n'a pas empêché l'État guatémaltèque d'octroyer de 2001 à 2025 une concession pétrolière à la multinationale Perenco, dont les activités liées à l'extraction du



Assemblée des leader·euses communautaires, janvier 2025 ©ACCODIL

pétrole ont causé des pollutions importantes dans la région.

Face à une législation appliquée à géométrie variable, les premières phases du projet soutenu par la CSSR s'articulaient autour de deux axes. D'une part, le plaidoyer pour que le droit à la terre de ces populations soit reconnu et d'autre part, la formation de promoteur·rices de santé pour améliorer l'accès aux soins dans ces zones, où le gouvernement a pendant longtemps limité le développement des services de base au motif que ces terres ne devraient pas être habitées.

La reconnaissance du droit à la terre étant un préalable indispensable pour obtenir davantage de droits, notamment en matière de santé, le plaidoyer occupe toujours une place centrale dans la nouvelle extension de projet commencée en décembre 2025. A cet égard, notre partenaire espère obtenir des avancées importantes puisque

le gouvernement de Bernardo Arévalo a créé, en juin 2025, une commission temporaire chargée de résoudre les conflits sociaux, en particulier ceux liés à la terre. Quant à l'axe lié à la santé stricto sensu, notre partenaire innove et cherche cette fois-ci à renforcer les compétences des communautés pour qu'elles puissent, grâce à l'utilisation de pratiques agricoles durables, faire face aux graves problèmes d'insécurité alimentaire qui touchent la région et qui impactent fortement la santé de ses habitant·es.

Dans un contexte politique qui semble plus favorable, nous espérons que le gouvernement guatémaltèque reconnaîtra la gestion durable des terres agricoles par les communautés indigènes et qu'il intégrera enfin ces communautés dans ses politiques de préservation des écosystèmes de ces zones protégées en leur accordant des droits.



Réunion avec la Comisión Presidencial de Atención a la Conflictividad (Co-precon), janvier 2025 ©ACCODIL

Nicaragua: la FGC refuse le projet de soutien aux infirmier·ères de Matagalpa!

Fin novembre, après maints échanges étais sur deux ans concernant le projet de soutien aux infirmier·ères de Matagalpa (Nicaragua), la Fédération genevoise de coopération nous annonce par courrier qu'il est refusé, pour la seconde fois. La décision nous semble suffisamment grave pour que nous demandions une rencontre.

par Viviane Luisier, membre du comité

L'engagement de la CSSR au Nicaragua ne date pas d'hier: dès 2004, nous avons soutenu la Casa Materna de Matagalpa, puis la construction de latrines dans un quartier dévasté par l'ouragan Mitch, et enfin la formation d'infirmier·ères. Cet engagement a été rendu possible par le travail de la CSSR, mais surtout grâce aux bénéficiaires et aux volontaires sur place qui ont partagé les victoires, les difficultés et même les deuils de la jeune Révolution Populaire Sandiniste. Le refus de la FGC est donc vécu par les personnes impliquées dans le projet comme un déchirement.

Suite aux événements de 2018 qui ont cherché à déstabiliser le gouvernement sandiniste grâce, en grande partie, à la collusion de nombreuses ONG, ces dernières ont été congédiées en grand nombre. Cela n'a pas été le cas de la CSSR qui, tout en gardant un regard critique vis-à-vis de la situation sur place, a continué de soutenir les bénéficiaires du projet dans leur lutte pour que le Ministère de la santé forme des infirmier·ères qualifié·es.

Nous avons tenté de solliciter un appui de la part de la FGC afin de proposer un dossier qui réponde aux exigences actuelles, devenues extrêmement complexes. Une petite aide a bien été fournie, mais ce fut insuffisant. Car, si l'on reconnaît que nous savons de quoi nous parlons et

que la description que nous faisons des activités du projet est excellente, on nous reproche de ne pas parvenir à imposer une perspective durable de celui-ci. Entendez par là: réussir à ce qu'un gouvernement décide de faire, dans tout le pays, ce que nous essayons de faire dans un de ses départements, comme par exemple les soins à domicile gratuits pour toutes et tous. Mais rappelons ici que le Nicaragua est un pays souverain qui ne se laisse plus coloniser par personne, et que nos petits projets n'ont ni le pouvoir ni l'intention de dicter à un État souverain ce qu'il doit faire.

Heureusement, pour nous consoler, un communiqué de presse émanant du Ministère de la santé vient de sortir. Il annonce que la mortalité des enfants de moins de 5 ans a baissé: de 29/1'000 en 2006,

il est maintenant de 9.5/1'000 en 2025. Grâce à la solidarité communautaire («brigadiers» de santé, sages-femmes empiriques, personnel bénévole des Casas Maternas), aux parents, au personnel de santé, parmi lequel les infirmier·ères bien sûr. Ce communiqué vient corroborer l'excellent résultat de l'évaluation externe de notre projet qui avait été faite en 2021 et rend le refus de la FGC d'autant plus incompréhensible.

A l'heure où les USA s'attaquent à nouveau à l'Amérique latine, il est primordial de continuer à proposer des projets de développement sur ce continent. Mais Berne et Cassis demandent à ce que l'Amérique latine soit exclue de l'aide étrangère suisse. La FGC obéit: il faut bien éliminer un pays latino de temps en temps. C'est tombé sur le Nicaragua.



Distribution de kits de santé aux étudiants et étudiantes en soins infirmiers, 2021 ©UNAN

La Fédération genevoise de coopération (FGC) prend position en soutien du peuple palestinien.

En termes de solidarité internationale, le réveil en 2026 fut brutal: l'impérialisme reprend son envol et le néocolonialisme ne faiblit pas, provoquant des violences sans fin. Juste avant cette tourmente, les organisations membres de la FGC, réunies en assemblée générale, avaient approuvé une prise de position dénonçant le génocide en cours à Gaza.

par Aude Martenot, secrétaire générale

Scandaleuse intervention de Trump au Venezuela, massacres en Iran, menaces d'invasions étasuniennes et violences de la police de l'immigration (ICE) contre les personnes racisées ou migrantes, attaques contre le Rojava, poursuite du génocide à Gaza dans un silence désespérant... La situation dans le monde depuis ce mois de janvier est loin d'être reluisante, les droits humains sont de plus en plus aisément balayés au profit... du profit (accès au pétrole, vol de terres, pillages des ressources, etc.) et d'une montée du fascisme. Même les personnes qui croyaient encore aux organisations internationales ne peuvent qu'admettre leur impuissance.

Dans un tel contexte, que faire? D'abord, ne pas désespérer, et puis faire ce que la CSSR a toujours tenté de faire: résister, en défendant de grandes causes par des actes situés au niveau des personnes et des collectifs. En s'organisant et en soutenant les actions et les partenaires en lutte. Ainsi, la Centrale continue à financer des projets à l'international, pour réclamer l'égalité et les droits fondamentaux dans des contextes souvent pas faciles, parfois carrément hostiles.

En décembre dernier, nous avons fait le choix d'une action différente, afin d'affirmer ici, depuis la Suisse, une position

politique de résistance. Les associations Madre Tierra Suisse et la CSSR ont donc proposé aux organisations membres de la FGC de valider ensemble une prise de position pour dénoncer le génocide à Gaza.

Au vu du génocide qui se déroule depuis plus de deux ans à Gaza par l'armée israélienne, de l'intensification de l'accaparement des terres et des violences en Cisjordanie, de l'occupation et de la colonisation qui a lieu depuis plus de 50 ans en Palestine;

Vu que l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2025 n'empêche pas que les attaques israéliennes meurtrières contre les Palestiniens·nes se poursuivent et que cet accord menace toujours plus les intérêts du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination;

Au vu des pertes humaines civiles qui atteignent une hauteur inégalable dans tout autre conflit à l'heure actuelle;

Au vu du blocus actif de l'aide internationale vers Gaza par Israël;

Au vu de l'échec de la communauté internationale à accompagner un processus de paix durable en Palestine;

Au vu de l'inaction du gouvernement suisse qui offre son consentement à tout le moins passif à Israël;

Au vu du soutien économique et militaire de la Suisse à Israël (qui représente un soutien actif au génocide et à la colonisation en cours);

Madre Tierra Suisse et la CSSR ont estimé que ce qui se passe à Gaza est exceptionnel et mérite une réaction exceptionnelle. Que notre soutien doit s'exprimer haut et fort, car il s'agit d'un acte solidaire aussi déterminant que le soutien d'un projet, face au consentement passif de génocide généralisé parmi la plupart des pays occidentaux.

Les associations membres de la FGC réunies en assemblée générale le 4 décembre dernier, ont décidé de:

Dénoncer le génocide en cours perpétré à Gaza et la colonisation des Territoires palestiniens occupés.

Dénoncer les entraves à l'acheminement de l'aide internationale imposées par Israël vers la bande de Gaza.

Signifier leur soutien plein et entier à la population palestinienne, à Gaza comme en Cisjordanie, et réaffirmer son droit à l'autodétermination.

Encourager les autres fédérations membres du Federeso à soutenir ce message et à le porter auprès des autorités suisses.

Tchernobyl depuis 1986: 40 ans de désastre sanitaire

L'association «Soigner les Enfants de Tchernobyl» (SET), créée à Genève en 2011, récolte des fonds qui sont acheminés à BELRAD par l'association Enfants de Tchernobyl-Belarus. Pour en savoir plus, voir: <https://enfants-tchernobyl-belarus.org>. Notre association SET est un groupe local.

Pour le comité de l'Association SET
Caroline Mehrmann

L'Institut de Radioprotection BELRAD a été fondé en 1990 au Belarus, pays le plus touché par la catastrophe nucléaire de Tchernobyl de par l'étendue de son territoire impacté.

BELRAD assure une radioprotection effective des populations vivant sur les territoires les plus contaminés. Les enfants, plus vulnérables, en sont les premiers bénéficiaires: mesure de la radioactivité absorbée par leur organisme et contenue dans les aliments. Les parents et enseignant·es sont informé·es sur les conduites alimentaires à adopter. BELRAD fournit des cures de Vitapect, une préparation à base de pectine de pomme prescrite aux enfants les plus touché·es. Elle permet de fixer les éléments radioactifs ingérés, en particulier le Césium137, et accélère leur élimination par voies naturelles.

Pour les populations vivant en milieu rural s'alimentant de produits récoltés dans la nature (champignons, baies, chasse et pêche) et des légumes du potager, les mesures effectuées par BELRAD sont essentielles. Elles montrent actuellement une diminution de la radioactivité ambiante. Toutefois, chez les êtres vivants, les particules s'accumulent et génèrent une panoplie de maladies chez les enfants: insuffisance cardiaque, hypertension artérielle, déficit immunitaire, cataractes, maladies congénitales, etc. Environ 70 % des enfants sont atteint·es de l'une ou l'autre de ces affections dans les régions du Belarus les plus impactées par la radioactivité.

En plus de trois décennies, l'Institut BELRAD a accumulé une somme de données de grande valeur pour la recherche



scientifique sur les effets de la contamination radioactive chez les êtres humains. Sans ce travail, plus aucune mesure ne serait récoltée, cette recherche scientifique unique disparaîtrait.

BELRAD ne reçoit plus aucune subvention d'aucun gouvernement. Au Belarus, un régime dictatorial s'appuie sur la stratégie du lobby nucléaire mondial pour minimiser les faits. Pour rappel, selon l'OMS et le «bilan définitif» sur les conséquences de la catastrophe publié en 2006, le stress psychologique «radiophobique» serait à l'origine des atteintes somatiques. Et les effets sur la santé d'une exposition radioactive à de faibles doses sont niés. L'association SET a donc besoin de soutien!



La pectine de pomme, petit moyen grand effet, 2026 ©BELRAD

A nos lectrices et lecteurs, à nos membres: La soirée du 26 mars, on s'informe, on discute, on s'organise!

Fin 2025, un nouveau petit groupe de solidarité avec la Palestine est né, qui s'appelle «Santé-social pour la Palestine» (lien internet: santé-social-pour-la-palestine). Il cherche à rassembler professionnel·les de la santé et du social de tous bords afin d'être plus visibles à Genève et d'appuyer ses homologues de Palestine.

Le premier objectif pour ce groupe, c'est de participer au boycott des médicaments génériques mepha, qui font partie de teva depuis 2011,

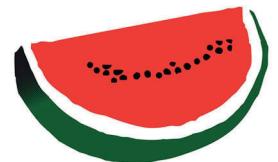
géant israélien des pharmas, celui qui produit les médicaments pour l'armée israélienne et qui participe aux activités économiques israéliennes de par le monde.

C'est ainsi que, le 26 mars à 18h30, dans la salle Forum I du Centre

social protestant Genève, 14 rue du Village-Suisse, aura lieu une table ronde suivie d'un débat, d'un moment d'organisation du boycott teva-mepha et d'une verrée.

Pour que le boycott fonctionne, il faut être nombreux·ses! A bientôt!

BOYCOTT TEVA MEPHA!



Le «syndrome de la tente humide»: Les médecins à Gaza inventent un nouveau nom pour une nouvelle pathologie

Dans un article paru sur le site Agence Medias Palestine en date du 27 janvier 2026, le journaliste Michal Feldon parle de la vie sous tente et de ses effets mortifères sur les nouveau-nés :

«La semaine dernière, Mohamed Abu Jarad est retourné dans sa tente dans le quartier d'Al-Daraj à Gaza pour découvrir sa fille de trois mois, Shaza, glacée et ne respirant plus... Cette tragédie est survenue seulement une semaine après qu'Aisha Ayesh Al-Agha, âgée d'un mois, soit décédée d'hypothermie à Khan Younès, et deux semaines après que deux autres bébés palestiniens soient morts du froid dans le nord et le centre de la Bande en l'espace de quelques heures : Mahmoud Al-Akra, âgé d'une semaine seulement, et Mohammed Wisam Abu Harbid, deux mois... Les experts médicaux à Gaza ont créé

un nouveau terme pour décrire ces pertes tragiques... : « syndrome de la tente humide »... Une condition plutôt qu'une maladie spécifique, ... causée par des conditions de vie

difficiles incluant le froid extrême, l'humidité et une mauvaise ventilation — autant de caractéristiques de la vie sous tente. »



Fortes pluies inondant des tentes, Khan Younès, 28.12.25.
Photo Doaa Albaz ©activstills

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37
info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Timothée Binoth, Viviane Luisier, Aude Martenot, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1200 exemplaires

Parution: 4 numéros par an

Abonnement de soutien: 20 CHF par an